

# MESSAGER DE TAHITI

## Journal Officiel des Etablissements Français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

TAHITI 23. - N° 8.

### TELETYPE NO TAHITI.

Mahana pa 20 februaire-1874.

**PREX DE L'ABONNEMENT** (payable d'avance) :  
 Un an ..... 10 francs  
 Six mois ..... 6 francs  
 Trois mois ..... 3 francs

**Abonnements plus Annonces, Etranger**  
 Les 20 premières lettres ..... 25 c. la ligne.  
 Au-dessus de 20 lignes ..... 15 c. la ligne.  
 Les annonces extra-ordinaires paient la moitié du prix de la première insertion.

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

### SOMMAIRE.

**PARTIE OFFICIELLE.**— Arrêt relatif aux attributions des juges de paix des Marqueses et l'Ynnoué, relatif aux attributions des juges de paix (suite).— Décret portant une enquête pour la constitution d'un tribunal de commerce. — Composition des tribunaux. — Nomination, etc. — Arrêt administratif.

**PARTIE NON OFFICIELLE.**— Hears des amis de la paix. — Les marquis de l'océanie. — Décret relatif à la police. — Alzou et autres. — Les touristes dans la Marche. — Mouvement commercial. — Messagerie de nuit. — Annonces.

### PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements Français de l'Océanie, Commissaire de la République aux lies de la Société.

Vu l'arrêté du 25 avril 1864 concernant le résident de l'archipel des Tuamotou, et celui du 19 mars 1863 relatif au résident des lies Marqueses; Vu les arrêtés des 15 novembre et 27 décembre 1865 conférant à ces fonctionnaires les attributions d'officier de l'état civil;

Vu le décret du 19 août 1862 et l'arrêté présidentiel du 18 août 1871 concernant les attributions des juges de paix d'Anaa et de Taiohae;

Vu les décisions des 11 mars 1872 et 31 mai 1873 émanées d'une agence spéciale à Anaa et à Nukunui, et l'arrêté du 25 janvier 1874 que fixe les attributions des agents spéciaux établis dans ces lies;

Ensemble les arrêtés des 21 janvier et 21 juin 1873 qui confèrent à ces agents les fonctions de greffier-sécretaire;

Attendu que, par suite des modifications apportées aux arrêtés sus-visés des 19 mars 1863 et 25 avril 1864, il est nécessaire, afin d'assurer la marche régulière du service dans les dépendances, de régler d'une manière précise les attributions des résidents des lies Marqueses et des Tuamotou;

Le Conseil d'administration émette:

### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Art. 1<sup>er</sup>. Les résidents des lies Marqueses et des lies Tuamotou sont les représentants du Commandant Commissaire de la République dans ces archipels; ils y exercent par délégation, sous son autorité et d'après ses ordres, le commandement militaire et l'autorité civile, en se conformant aux lois, arrêtés et décisions en vigueur dans ces établissements.

Ils relèvent en outre les chefs de cantons placés sous leur autorité sur tout ce qui concerne les services dont la direction est confiée à ces hautes fonctions.

Art. 2. Les résidents des archipels précités sont spécialement chargés, dans les lies placées sous leur autorité, des affaires relatives aux relations extérieures, de l'administration intérieure, du service des ports et de la police de navigation, de la police générale et de tout ce qui concerne la direction des affaires indigènes.

Art. 3. Ils veillent à l'exécution des ordres qui leur sont transmis par le Commandant, en se conformant à ses instructions.

En cas d'urgence, ils peuvent prendre, sous leur responsabilité, les mesures destinées à assurer la marche du service et la tranquillité publique. Ils doivent dans ce cas rendre compte au Commandant, dans le plus bref délai possible, de toutes les mesures qu'ils ont prises et porter d'ailleurs à sa connaissance tous les actes de leur administration qui doivent être soumis à son approbation et tous les faits qui peuvent l'intéresser.

Art. 4. Seul le cas de nécessité absolue, ils ne peuvent exercer, même à titre provisoire, sans autorisation préalable, les pouvoirs spéciaux attribués au Commandant, particulièrement ceux qu'il ne doit exercer, aux termes des ordonnances du 27 août 1828 et du 30 avril 1843, qu'après avoir reçu son avis ou le conseil d'administration.

Tousjours les droits attribués au Commandant par l'article 33 de l'arrêté du 15 octobre 1864 et par la loi habituelle du 4 avril 1866, leur sont délégués en ce qui concerne les ventes, locations ou donations des immeubles situés dans leur résidence et appartenant aux indigènes.

Ils sont en outre autorisés à percevoir, en cas de nécessité, à titre provisoire, à la nomination des agents qui relèvent de leur fonction, mais dont la nomination appartient aux chefs d'administration ou au Commandant. Ils doivent en informer sans délai l'autorité chargée de rendre ces nominations définitives, si elles sont approuvées.

Art. 5. Les résidents desdits archipels sont spécialement chargés de veiller à ce que les dépenses engagées par l'administration locale et les paiements faits par les agents spéciaux n'exceedent pas les allocations budgétaires ou les crédits mis à leur disposition. Ils autorisent les paiements et ont droit de vérification et de contrôle sur les opérations de recette et de dépense qui effectués dans leur résidence.

En ce qui concerne les affaires indigènes, ils jouissent, par représentation et sous son autorité, des mêmes attributions que le directeur des affaires indigènes à Tahiti. Ils doivent lui rendre compte de tout ce qui intéresse ce service, et se conformer à ses instructions.

Les fonctions et les dépenses faites en exécution des services indigènes dans les dépendances ne doivent être défrayées qu'après avoir été régularisées au chef-lieu et approuvées par le Commandant.

Art. 6. Les résidents ont autorisé sur tout le personnel de leur résidence, sous les conditions déterminées par les lois, arrêtés et règlements en vigueur dans la colonie.

Ils doivent particulièrement veiller au maintien de la discipline et du bon ordre. Ils rendent compte au Commandant de toutes les punitions qu'ils ont infligées et visent les chefs d'administration, de corps ou de services intéressés de celles qui concernent les personnes placées sous leurs ordres.

Pour les fautes commises en matière administrative, ils doivent en référer

au chef d'administration compétent, qui fixe la position, à juger et en informe le résident chargé de la faire exécuter.

Art. 7. Les résidents des lies Marqueses et des lies Tuamotou remplissent les fonctions de juge de paix, conformément aux dispositions du décret du 18 août 1862, articles 11 à 17 inclus, et de l'arrêté présidentiel du 18 août 1871.

Les exercent en outre les fonctions d'officier de l'état civil, et doivent transmettre au chef-lieu, à l'officier de l'état civil centralisateur, une expédition de tous les actes qu'ils ont dressés, en exécution des prescriptions de l'arrêté du 15 novembre 1865 et de l'article 17 de l'arrêté du 27 décembre suivant.

Art. 8. En cas d'absence ou d'empêchement, les résidents des dépendances sont remplacés par intérim par l'officier ou l'employé civil ou militaire amitié aux officiers le plus élevé en grade ou, à grade égal, le plus ancien, présent sur les lieux, s'il n'a pas été préalablement pourvu à leur remplacement par le Commandant.

A défaut d'officier ou d'employé amitié, ils sont remplacés par l'agent spécial. Dans ce cas, le militaire chef de poste le plus élevé en grade exerce l'autorité militaire.

Art. 9. Sont maintenues, en tout ce qui n'est pas contraire aux prescriptions du présent arrêté, les dispositions des arrêtés antérieurs en vigueur dans la colonie.

Art. 10. L'Ordonnateur, le Chef du service judiciaire et le Directeur des affaires indigènes, ainsi que les résidents des archipels précités, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Messager de Tahiti, inséré sur Bulletin officiel des Etablissements et enregistré parantout ou besoin sera.

Papeete, le 11 février 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République:

Pour l'Ordonnateur: Le Directeur de l'Intérieur: Le Chef du service judiciaire: Le Directeur des affaires indigènes,  
 LARABE. LOTS DE LAVAGE. DUCHE.

Traduction de l'arrêté relatif aux attributions des résidents sur les ordres, les sentences ou placards. [Voir le précédent numéro de l'Océanie.]

O VAU, le Tomana o te mau haapo ra fanani i Oceania, le Auvahe o te Reupititahi i te mau ferua Taitetie.

Te mau manua raa e te riro nei te mau raa roa, e ai ravea hoi o ore e igna te mau fanani i Tahiti noi, i te mau lie ravea e ai te mau fua pua mahoi, te pua mahoi, te mamoe e te vetahi ato a mau mea raa, e tei haere noi i te ratou mau pua i ma lie haere noi a ma ratou lie raa;

E te mau raa raa e vai itoa pua hia 'turni teierie e o te mau toro e o te mau faare raa e vai mana nei te ore opani raa i te pua raa, aore roa 'tu i te manua noi hia, e aore hoi i moa te hopeni i opua hia' e ai ravea, te riro nei o te mau raa i te fananua hia i te mau vai te ore e ai i te mau haapo raa e o te faare raa no te 29 timara 1866;

E no rora, i te hio nei i te fanua raa no te 10 totema 1871; i te faareo hio te parau a te apou raa a 35 hua,

UA PAUAE TE PAUAE NEI:

IRAVA 1. E tei noi i te mau fua fenua e te fenua i rave tarabu mai i te fenua, i te taparahi i te mau hura mau 'ora, te pua mahoi, te pua mahoi e te mamoe, te itea hio i te mau raa, te amu raa i ma i te mau raa i tana hio e te hioero o tei fanani hia i te mau raa te riro o hie noi.

IRAVA 2. O te mau fua fenua 'ora e te fenua i rave tarabu mai i te fenua, tei haapo i te vai i fanua hia 'tu rora i te rava hio i ma nei, i te mau pua i taparahi hia, i te rava motoi o te mata-hio raa, e aore oia i ai ravea raa, e fanua hia i te rava e te hio e te rava nei, i te riro nei o te mau raa o te fanua hia i te rava motoi atoa i te haapo, motoi nei te fenua hia i te rava nei noi.

IRAVA 3. O te mau rava motoi atoa o te mata-hio, tei taerata, iava raa te pua tei taparahi hia mai te fante hia i ma nei, e hoo hio i ma i te rava pua raa e 'ra, e aore raa, e rava e i hoo oia hia, e tei hio nei o te rava 'tu raa e 'ra, e te vai e haere rahi hia e tei hio, e o ma i te aro o te toopit-ha iava rava o te mata-hio.

IRAVA 4. O te rava hio e ai motoi e rava hio no roro i tana hio raa raa, e haapo hio, i te vai afaa hio, e te vai hio, e tei hio oia hia, e tei hio hio mai te fenua nei te hooi raa e te hoo raa pua, e 'tu hio hio 'tu i te fua oia pua hia i taparahi hia raa, mai te mea o te itua hio mai e ai rava i hoo hio e mata-hio raa e ai vai.

IRAVA 5. Aore raa i te pua hio, e aore raa, e rava e tei hio oia hia, e te mau pua tei taparahi hia i te pua hio, e i ma hio i te fenua o te mata-hio, aore raa 'tu i te fananua hio e te mau haapo raa o ma rava 6, 7, 8 e te 9 o te faare raa no te 29 timara 1866, e tei te faare raa o te 10 o totema 1871, no te haapo, pua hio i ma nei te hio.

Te rava hio hio nei hio te mau haapo rava 'ora o ma faare rava tahiti e ore i fashapa mai i te rava.

IRAVA 6. Te Ordonnateur, le rava i te ohipa faareo hio i te fenua nei, e te rava hio i ma i te mau ohipa hio rava tei haapo hio, i te mau rava atoa e ai rava, e hio hio hio rava rava rava, e tei hio hio i te mau vai atoa e ai rava, e fashapa hio paroro i te rava e hio hio i rava i te pua vai rava rava hio hio.

Papeete, le 26 february 1874.

GIRARD.

**Commissaire-Adjoint de la Marine, Ordonnance.**  
N<sup>o</sup> 1017 Article 4 de l'arrêté en date du 20 juin 1863 portant règlement sur le grand et le petit voilier et l'usage des eaux dans les Baies de Pirocrotot :

La lettre en date du 8 novembre dernier, adressée à M. le Directeur des ports et chassées par divers propriétaires établis dans la vallée de Pirse, district de Pare, demandant la continuation du chemin vicinal de cette vallée.

**DÉCISIONS :**

Une enquête de commodo et inconcommodo est ouverte au secrétariat de l'Ordonnateur pour recevoir les réclamations et observations auxquelles pourrait donner lieu la continuation du chemin vicinal de la vallée de Pirse.

A cet effet, un registre sera mis à la disposition des parties intéressées, qui pourront également consulter le plan du tracé.

La durée de l'enquête, qui est fixée à quinze jours, commencera du samedi 24 février 1874 et expirera le mercredi 14 mars, les dimanches exceptés.

La présente décision sera publiée, communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 février 1874.

Pour l'Ordonnateur, le Directeur des Intérieurs

Le sous-commissaire de la marine,

LABARRE.

Par décision de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 2 janvier 1874, rendue en Conseil d'administration, le sieur Hills a obtenu un privilège pour la fabrication et la vente de la glace à Tahiti, pendant trois ans à partir du jour du fonctionnement de sa machine.

**P<sup>er</sup> ordre de M. le Commandant Commissaire de la République** en date du 1<sup>er</sup> février 1874, l'Indigène Eloi Etsato, instituteur suppléant de l'école protestante du district d'Arue, remplaçant Roudski, instituteur suppléant de l'école catholique du même district, a complété du 1<sup>er</sup> février 1874, pendant toute la durée du congé qui lui est accordé.

**Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République** en date du 16 février 1874, le père Adrien Perray est nommé instituteur du district de Faao, à compter du 1<sup>er</sup> février 1874, en remplacement du père Collette, partant pour France.

**ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR**

**Closure d'Exercice.**

La clôture de l'Exercice 1873 pour le service Marine est fixée au 28 février courant.

Les personnes auxquelles il est dû des créances au compte de ce service sont invitées à se présenter avant cette date au trésor munies de leurs mandats, afin d'en recevoir le montant.

Les mandats non payés au 28 février 1874 seront annulés et ne pourront être réordonnés qu'en France.

**Direction d'artillerie.**

La direction d'artillerie a besoin des matières et objets suivants, à fournir en mai 1874 :

- 30 feuilles de zinc n<sup>o</sup> 15 : 2000, 0200, 00147;
- 2000 kilogrammes plâtre cut blanc;
- 20 » savon maré.

**Service des Travaux et Approvisionnements**

Une adjudication sur soumissions cachetées pour le blanchissage des effets de l'infanterie de la troupe, du linge de l'hôpital militaire et maritime de Papeete et des bâtiments de la flotte en station ou de passage à Tahiti, du 16 mars 1874 au 15 mars 1875, aura lieu de concurrence et publicité, le vingt-un février courant, à deux heures de l'après-midi, dans le cabinet de l'Ordonnateur.

Le cahier des charges pour cette entreprise est déposé au bureau des approvisionnements, où le public pourra en prendre connaissance.

**Décision agricole.**

Conformément à la Décision prise par le Comité-directeur dans sa séance du 21 janvier dernier, le secrétaire-trésorier de la Caisse agricole porte à la connaissance de Messieurs les planteurs et colons, que cette caisse contiendra les achats et les avances sur le coloa à partir du 3 mars prochain. Les jours de réception seront, comme par le passé, les mardis et les vendredis de chaque semaine. La caisse se recouvrera par le co-

lon de bonne qualité, cueilli avec soin et parfaitement sec. Tout coton mélangé, mal cueilli, humide ou mal propre, sera refusé.

Ceux qui fourniront une quantité de 500 kilogrammes et au dessus auront la faculté d'opter entre la vente définitive ou l'avance. La caisse complétera cette avance dans le cas de vente en Europe avec bénéfice; mais ils s'obligent, sous peine de restituer la part proportionnelle dans le cas de perte. Les fournisseurs inférieurs à 500 kilogrammes seront considérés comme vendus définitivement, comme il a été décidé dans les séances du comité des 2 juillet 1871 et 27 avril 1872, et annoncé dans le *Messenger* n<sup>o</sup> 118 du 4 mai 1872.

Le prix unique, pouvant varier selon les nouvelles ventes, sera de 0<sup>fr</sup> 60 ou 45 sous par kilogramme.

La dépréciation du coton de Tahiti en Europe étant due en grande partie à l'infériorité comparativement à la qualité de ce coton et au mélange des espèces, tous les planteurs sont engagés à éviter les mauvaises espèces de cotonnier, à éviter les mélanges et à apporter le plus grand soin dans la récolte. C'est le seul moyen de rétablir l'ancienne réputation du coton tahitien. De là se recueillir par les planteurs et d'obtenir le retour des anciens prix rémunérateurs.

Te mau vavai anonoa hia e te i toehunui e ore te e larii hia mai. Ta raioti te ore i ta ca i te 500 kio hia afa-mai ra. Te i raioti hia e la rae mai si ma moti e tuu hia i ma ma, e aore ra, te vailo mai te i faulaa i ta ton e te laia no i te mahana e te hoo hia e te hoo i ma mau mai Furupa mai; e faulaa loa mai i ta raioti e au raioti e aufoe te taimo mai te mea a i ma ma oca te faulaa e a faata a raioti i ta ma mau ohipa ra.

Te fea hoo te ore i ta ca i te 500 e te kilo ra e 2 haajoo noa hia e e hoo ra i ta ca.

Te hoo mau i haop-hia i te ce-ne e oao ahuru i ta ce-neima, oia hoi 130 pene te kilo hoo, a hori e ra i ca i ta i ta murti aramai te au i te mau parasi e ta ca mai mai te fonna papaa mai.

Te tunc mau no te roo no e te raioti i ta Furupa ra, no te anonoa raioti hia ia te o mau vavai au ra ta hoo; i teineu ra, te parau hia i ta roe te fea faajoo e te hoo hia i ta raioti e aufoe te hoo ra, te raioti la vahi e bioyoo maite ra.

Te raioti no te roe te raioti e maite no te roe te vavai au mau i ta Tahiti e te tiiu hia mai e te fea hoo, e te rabi mai te i faulaa i ta roa raioti mai i murti ae.

**PARTIE NON OFFICIELLE**

**Biner des amis de la paix.**

Il y a eu dernièrement au café de la Paix, à Paris, une réunion fort intéressante. C'était la société française des Amis de la Paix qui offrait un dîner fraternel à quelques-uns des membres américains de la commission de Bruxelles, se trouvant à Paris. Peut-être est-il bon de rappeler que cette conférence, dont les secrétaires américaines de la paix avaient pris l'initiative, après avoir déclaré qu'elle regardait l'arbitrage comme un moyen essentiellement juste, raisonnable et même obligatoire pour terminer les différends entre nations, avait nommé une commission permanente de juristes pour jeter les bases d'un code international du droit des gens.

C'est surtout en l'honneur du président honoraire de la conférence, M. Dudley Field, et du secrétaire général, M. James N. Miles, qu'a été donné le banquet. M. Dudley Field est un eminent jurisconsulte, auteur d'un ouvrage remarquable sur le droit des gens. M. J. Miles est un pasteur protestant d'une rare éloquence et d'un dévouement absolu à la cause de la paix. Le ministre plénipotentiaire des Etats-Unis à Washington, était présent, ainsi que le général Meredith Need.

Un toast à l'Amérique, l'oré par le président, M. Frédéric Pasty, a fourni à M. Washburne l'occasion de parler de la France en termes sympathiques et d'affirmer ses convictions très fermes en faveur de l'arbitrage international. Des paroles ont été prononcées par M. Henri Richard et Eliza Burritt, dont on regrette l'absence. Le nom de M. Henri Richard, membre du Parlement, secrétaire de la Société anglaise des Amis de la Paix, a été illustré par l'adoption qu'il fit de la Chambre des communes, dans le courant de la dernière session, du principe de l'arbitrage international. Quant à M. Eliza Burritt, le grand orateur américain, qui s'est fait depuis si longtemps l'apôtre de la paix, son nom est inséparable de tout ce qui est tenté en Amérique et en Europe en faveur de cette grande cause.

M. F. Passy, M. Midre, Faurely et Farjasso ont tour à tour pris la parole. M. Faurely a développé cette pensée que si l'on voulait la paix, il fallait d'abord établir la justice, et que la première chose à faire, pour les juristes en quête d'un code de droit des gens, était de chercher contre le prétendu droit conquête et d'annexion, sous aucun prétexte, un gouvernement se pouvait avoir le droit de s'annexer des territoires sans le consentement des populations. M. Farjasso a rappelé avec beaucoup de détails que le congrès de la Paix et de la Liberté, réuni à Genève en 1864, avait adopté le principe, en affirmant que la loi morale n'est pas autre entre les nations qu'entre les individus, que les peuples s'appartiennent et qu'on ne peut se le droit de disposer d'eux-mêmes sans leur aveu.

On comprendra l'importance des réserves, si l'on songe que l'Assemblée de Bruxelles se composait aussi de quelques juristes qui ne repoussent pas avec une parole nettement le droit d'annexion par la force. Les juristes allemands, en effet, ne sont pas, en général, suffisamment éclairés lorsqu'il s'agit de décider un gouvernement le droit d'annexion par la force. Après M. Dudley Field, qui a donné lecture d'un compte-rendu des travaux de la conférence de Bruxelles rédigé par lui en français, le révérend M. Miles a prononcé une éloquente allocution pleine de promesses pour la paix du monde, et les courtes réserves s'élevées au milieu des tristesses de l'heure présente, plus d'espoir de l'avenir.

(Echange.)

**Les mangeurs d'hommes.**

Il y a eu, dernièrement, à la Chambre des lords, une discussion intéressante sur les mangeurs d'hommes. Les mangeurs d'hommes, ce sont les tigres qui causent de si grands ravages dans les pays sauvages. Les rapports communiqués à la Chambre des lords démontrèrent la chair de peuple aux vingt-neuf rivières inférieures.

Dans le Bengale inférieur, 15,400 personnes ont été égorgées en moins de six années, et ces chiffres ne sont pas les seuls. Environ 40,000 personnes présentent chaque année de la même façon. En 1869, une tigresse a été, à elle seule, pendant plusieurs semaines, le trafic sur une route habituellement fréquentée, et elle a fait 147 victimes.

Dans les régions où le grand tigre, de 1807 à 1869, fit les 108 personnes de la forêt tropicale, compte parmi ses exploités la mort de quelques personnes, dans la mer et de trois enfants.

Vous savez bien que les travaux faits dans le Brésil ont eu beaucoup de succès. Les colonies de la France, l'émigration a atteint des proportions considérables, on a visité des provinces du centre où les habitants de trois villages ont enlevé un tigre, laissant en friche un espace d'environ 200 milles carrés.

Le grand tigre, qui a saisi les Français, a donné au gouvernement de preuves d'énergie mesurées pour conjurer un pareil fléau. Depuis la grande révolte des épiques, toute la population a été désarmée, et le nombre des bêtes féroces s'est considérablement accru. Les populations ne sont plus en sécurité.

C'est en vain que, dans les localités où le tigre abonde, on a organisé une corporation de chasseurs soumise par le gouvernement. On a eu la malheureuse idée de proposer à ces hommes de leur offrir une prime d'un mille plus élevée que l'ancien, mais aurait eu des ravages. Que tout les chasses paillées? Ils laissent au tigre le temps d'acquiescer toute la célérité voulue : un peu plus ils lui facilitent l'occasion de trouver des victimes en nombre suffisant; c'est monnaie à dire, sans doute que dès qu'on tigre a fait valoir de lui, dès qu'il s'est signalé par assez de mort pour que la prime de 300 roupies puisse être réclamée, sa mort ne se fait pas attendre. Il est à point.

Le duc d'Arbyl, au nom du gouvernement, a promis d'être sans délai, et le 7ème anniversaire de la mort de son père, a été célébré de la manière suivante : « Nest-il pas terrible de penser qu'un million de dix-neuf millions, avec tous les autres perfectionnés que l'homme a su inventer pour détruire son semblable, des milliers de siècles anglais sont exposés, comme à une forme naturelle de la mort, à être dévorés en plein jour par les bêtes? » (Echange.)

**Dévoûment d'un pilote.**

Le Daily Telegraph rapporte, un acte de dévoûment qui mérite d'être porté à l'ordre du jour de l'honneur. Il a eu lieu à Perth-Phillip, Australie, cette ville de 10000 habitants, est située à l'est d'un îlot rocheux se jette dans la mer à travers des solitudes inexplorées. Les grands navires ne peuvent entrer dans ce port que pilotés par de bons navigateurs et secourus qui ne reculent pas devant les plus grandes tempêtes. James Marr était un des hommes de l'équipage du Rip, petit navire dont le personnel comptait en tout 67 hommes. Le 15 juillet dernier, le Rip quittait la rive pour aller au nord de l'Atchafalaya signalé de Londres. Après avoir franchi les îles, le Rip trouva une eau peu profonde. Cependant le petit navire avançait bravement. L'équipage fut donné de regarder sa voiture; mais une vague ébouillonnée balaya le navire et alla se heurter contre la grande voile, tout solide pour se déchirer. Le mâst se rompit et James Marr resta suspendu sur le bord. Le salut du navire était en danger. La conduite de couper les agrès qui retenaient le mâst. Faute de cela, le Rip devait chavirer. Les huit camarades de James Marr ne voulaient rien tenter; cependant chaque coup de mer était une menace à faire frémir. En moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, James Marr se trouva à terre de sa vie. Les camarades commanda de tout couper. Les camarades obéirent. La masse informe du mâst autour duquel le vent enflait les voiles et cordages tomba dans les flots, ensevelissant le modeste et héroïque marin, qui ne resta plus. Le Rip se releva avec son équipage sauvé et sans aucun dommage. Les habitants de la colonie de Victoria ont fait une souscription en faveur de la femme et des enfants du pilote, et l'on remit rapidement 4,000 livres sterling. Une tablette sera placée en mémoire de James Marr dans le Saloir House de Melbourne, et si jamais le nom d'un homme éminent a été gravé sur le marbre, assurément c'est le sien.

**Alcool et alcool.**

Comment la terre peut-elle produire assez de raisin pour subvenir à la consommation de vin et de cognac qui se fait en Europe et en Amérique? Je ne sais plus qu'on ne pourrait pas porter le quart des vignes nécessaires à la production de tout le jus divin. La Champagne, la Bourgogne et le Bordelais pourraient être inondés par les vins qui s'écoulent. Eh bien! quand nous voyons le vin se répandre aussi généralement en France, nous nous demandons avec inquiétude d'où peuvent venir les fines champagnes, les cognacs, les arnaquons dont nous sommes entourés dans les entrées.

Le fait est que si vous demandez au premier barabier venu un petit verre de fine champagne, vous lui répondez que vous n'avez rien de mieux à offrir, homme important sur la place et quelque peu pressé de conseil, à ce qu'on m'assure, qui s'adresse un cognac vieux garni au prix de 2 fr. 20 le litre, verre non compris. Je ne veux pas mettre en doute les garanties des vins de France, mais je voudrais savoir de trouver, vu l'abondance des droits qui pèsent sur l'alcool, que vint du vieux cognac dont l'âge et la provenance ne sont guère remués.

L'industrie vient en aide à l'innocence de la nature : la plupart des vins de ce pays proviennent de la distillation des grains, des herbes etc. Et le commerce en est aujourd'hui si étendu qu'il y aurait qu'une médaille d'honneur à prétendre que l'eau-de-vie du vin est une pure illusion.

Les chimistes savent depuis plusieurs années déjà, que les alcools appartiennent à des espèces tout à fait différentes les unes des autres, et ils ont les premiers appelé l'attention des savants sur les effets différents que doivent produire des substances dont la composition, la densité, les caractères chimiques et le point d'ébullition sont absolument distincts.

Ainsi tandis que l'alcool éthylique, l'alcool de vin, en merle blanc des distillateurs, a une densité de 0,79 et bout à la température de 78° de l'alcool brûlant, produit de la distillation des céréales et des betteraves, bout à 119 degrés, et l'alcool amylique bout à 132°. Le tiers des alcools est autrement long, il est insalubre de la citer, car les deux alcools dont je viens de parler sont à peu près les seuls qui entrent de toutes pièces dans la consommation journalière.

La physiologie laborieuse de Babouat, a fait des expériences comparatives pleines d'intérêt sur les propriétés des alcools éthylique, butylique et amylique. Il a reconnu qu'un liquide contenant 1/300 d'alcool éthylique, ne tue en peu de temps les grenouilles qui y sont plongées, et que la mort survient par arrêt du cœur, au milieu d'un état d'insensibilité et de résolution musculaire tout à fait remarquables. Les

grenouilles, les autres étiolées, dont la vie s'écoule sans passion et sans violence, entre l'aurore et l'eau claire, sont des sujets d'expériences que quelques observateurs ne trouveront pas ingrats. M. Babouat a eu un essai de l'action de l'alcool de pommes de terre. « J'ai pris moi-même, dit-il, et j'ai fait préparer à quelques personnes du vin ordinaire de bonne qualité, auquel j'ajoutai environ 25 centigrammes d'alcool amylique par demi-litre; nous n'avons pas tardé à éprouver un commencement d'ivresse possible, accompagnée d'un serrement des tempes et d'une certaine faiblesse des membres inférieurs. »

Et ce effet sont dus à une quantité insignifiante de cet alcool qui constitue la base des esprits de betteraves et le commerce l'a fait tout le monde. Il existe, à Paris, une société dont le but est de combattre le développement de l'alcoolisme. Cette société délibère, publie un journal qui s'appelle, je crois, la Temperance. Vous avez une série d'expériences dont elle peut faire son profit. (Echange.)

**Le tunnel sous la Manche.**

Tant qu'un projet gigantesque n'est pas mené, on crin à l'utopie, on rêve, à l'impossible; et puis un beau jour, quand des esprits vivants se sont avisés d'y songer et l'ont mené à bien, le public d'ouvrir sa bouche étonnée et de dire : « Ah! ce n'est-que cela! » Le percement du mont Cos, la canalisation de l'écluse de Suez semblaient antérieurs être révoqués dans le domaine des fables, et pourtant ils ont été accomplis par le percement du tunnel sous la Manche et la canalisation de l'écluse de Panama.

Il est un projet plus gigantesque que ceux-là, et qui excite, à juste titre, l'ambition et l'émulation des esprits ingénieux et aventureux. C'est celui de creuser un souterrain, sous le mont, un tunnel sous la Manche et de relier ainsi la France et l'Angleterre. Que n'a-t-on pas dit à ce sujet? qu'on dirait les journaux bien décrits, bien détaillés, que de plans dressés à l'échelle exacte, que des descriptions, que de brochures et de livres publiés, et même tout cela n'avancé n'y a rien. C'est impossible! dit-on; et il semble qu'on ait tracé à jamais la question et qu'on ne doive plus en parler. Eh bien! non, ce n'est pas impossible; et la preuve c'est qu'on y travaille déjà sérieusement. Non point tout à fait ouvert au tunnel proprement dit, mais au creusement préalable des galeries d'études.

En 1835 — ce n'est pas d'hier — M. Tomé de Gamond commença des études. Cet ingénieur a dépensé sa fortune et treize-cinq ans de sa vie à observer, sur les bords, au bord et au fond de la mer, la constitution géologique du sol. Il s'est rendu compte des difficultés qu'on aurait à creuser sous l'eau, sous cette masse énorme de mer, un souterrain assez large pour y faire passer un chemin de fer. Il a également étudié la possibilité de construire un pont immense, assez élevé pour se passer le passage des navires; puis celle de creuser d'immenses tubes en sautoir, remplis de bacs flottants, et toujours enflant-avant a conclu au creusement d'un tunnel dans le centre de celui de la Tamise à Londres. Les projets de M. Tomé de Gamond ont été fort admirés à l'Exposition universelle de 1857, et au Congrès de M. Baskinow, a fait de nouvelles études; c'est à dire après ses données qu'on a commencé.

En Angleterre, on trouve toujours des capitales quand il s'agit de quelque chose d'utile. Une Compagnie s'est constituée, et a commencé à creuser, elle a creusé des galeries d'études à près d'un kilomètre au-dessous et en avant dans la mer; afin de se bien rendre compte d'abord des difficultés qu'il y aura à vaincre lorsque il s'agira de creuser deux galeries à la rencontre l'une de l'autre, comme il y a été dit, et l'avancé n'y a rien.

— Elle est la profondeur de la mer à cet endroit? demande-t-on.

— Elle est de 54 mètres, c'est-à-dire la hauteur des toits Notre-Dame, moins 12 mètres.

— Et à quelle profondeur creuserait-on?

— Cent mètres. De cette façon, il y aurait pour supporter la mer, au-dessus du souterrain, 46 mètres de terrain calcaire, consolidés encore par une voûte de maçonnerie d'une épaisseur homogène.

— C'est égal, si cela venait à crever?

— Ce n'est pas à craindre. Il y a des précédents : en Cornouailles et dans le Cumberland existent depuis longues années des galeries d'où l'on extrait du plomb, du cuivre et du charbon de terre. Ces galeries sont creusées dans la mer, et si ne sont pas revêtues de maçonnerie. A Baltham, par exemple, les mineurs s'avancent sur la mer jusqu'à 810 mètres de la côte.

— Vraiment!

— Ah! que de choses l'on ignore! A White-Haven, des galeries s'étendent à 3,000 mètres en droite ligne de la plage. Jamais l'eau de la mer n'y a pénétré. Quelques-unes de ces galeries ne sont pas à plus de 70 mètres de profondeur; d'autres atteignent, il est vrai, 200 mètres.

— Et il n'y a pas de crainte que tout cela s'écroule?

— Non. Les murs sont tellement consolidés dans l'imperméabilité de leurs galeries, qu'ils peuvent que, dans une coupure d'années, à force d'être en avant à la recherche du charbon, ils débouchent un peu dans la mer, mais sur la côte d'écroule.

— Mais votre tunnel sera très long à exécuter!

— Quatre ans.

— Et que d'argent!

— Cent millions.

— Que cela?

— Mais cette Compagnie, fondée en Angleterre, que fait-elle? Elle a recueilli 700,000 francs, avec lesquels, je vous le répète, elle va creuser deux puits, l'un près de Douvres, en Angleterre, l'autre près de Calais, en France; et si des obstacles imprévus et insurmontables les obligent à renoncer à l'entreprise, les 700,000 francs seront perdus.

« Bien! franchement, ils méritent de réussir, ces hardis pionniers de la civilisation; l'Europe devrait les suivre de l'aile et leur demander chaque jour : Avancez-vous? Cette œuvre gigantesque sera la source de l'avenir; c'est une source de fortune nouvelle pour la France et pour l'Angleterre; il faut qu'elle réussisse. Qu'en en parle, qu'on ne parle que de cela; et cela va tant bien que mal. » (Echange.)

(Communiqué.)

Le clergé et les fidèles de Papete doivent être reconnaissants à l'administration des sacristes qu'elle a su pour élever rapidement leur église papéenne.

Le R. P. Collette, l'honneur de remercier les personnes de divers cultes et de toutes nations qui ont si généreusement donné pour l'érection des deux autels des chapelles latérales.

